



HAL
open science

Diffractions politiques du marché (Côte-d'Ivoire, Vietnam)

Laurent Bazin, Monique Selim

► **To cite this version:**

Laurent Bazin, Monique Selim. Diffractions politiques du marché (Côte-d'Ivoire, Vietnam). *Journal des anthropologues*, 2001, 87, pp.109-137. halshs-00113246

HAL Id: halshs-00113246

<https://shs.hal.science/halshs-00113246>

Submitted on 11 Nov 2006

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Diffractions politiques du marché (Côte-d'Ivoire, Vietnam)

Laurent BAZIN, CNRS-CLERSÉ
Monique SELIM, IRD-UR Travail et mondialisation

Article paru dans le *Journal des anthropologues*
n° 87, 2001, pages 109-137.

Voir aussi <http://www.afa.msh-paris.fr>

Résumé

Cet article traite des rapports entre marché et politique, à partir des cas de la Côte-d'Ivoire et du Vietnam. Il s'inscrit contre une autonomisation de la sphère économique. Les auteurs s'efforcent de reconstruire dans l'histoire et au présent les articulations essentielles qui explicitent d'un côté la dégradation de la situation ivoirienne et de l'autre la spécificité des alliances du communisme et du capitalisme au Vietnam. L'un des axes de comparaison entre la Côte-d'Ivoire et le Vietnam est comment, en période de globalisation du marché, la production de l'étranger intervient comme élément symbolique majeur de la légitimation des systèmes politique et économique. L'Etat communiste vietnamien, tirant sa légitimité de la guerre de libération, a érigé tout étranger en ennemi, tandis que l'Etat ivoirien se situe au contraire dans la plus grande continuité avec la domination coloniale, qu'il n'a pas renversée mais produite comme instrument de sa légitimation. Il a ainsi maintenu la rupture hiérarchique entre Européens et Africains, intégrant ces derniers (ivoiriens ou ressortissant des Etats voisins) dans un dispositif économique et politique dans lequel la proximité avec l'ancienne tutelle coloniale figurait comme clé de voûte, à la fois projet collectif et justification de la position des catégories sociales dominantes. La conversion au marché de l'Etat communiste vietnamien (sur le modèle chinois) maintient l'étranger comme ennemi, avec lequel la confrontation se joue désormais dans la compétition marchande, tandis que l'Etat cherche à culturaliser et à patrimonialiser son assise. En Côte-d'Ivoire, la fin des politiques de développement et l'intégration au marché mondial par le biais des ajustements structurels ont transformé les modalités de production de l'étranger, venant d'un côté réactiver la supériorité conférée au monde occidental et, d'un autre côté, faisant de l'autre « proche » (sur les catégories d'appartenances nationale, régionale et/ou ethnique) un intrus menaçant, dont la figure hante significativement la scène politique, notamment à travers l'ancien premier ministre, accusé d'être burkinabè et empêché de se présenter aux élections.

Mots clés

Côte d'Ivoire ; Vietnam ; Politique ; État ; Marché ; Mondialisation. Légitimation ; Anthropologie sociale. Ethnologie. Anthropologie politique. Progression du marché. Culturalisation. Ethnicisation. Patrimonialisation. Étranger. Production de l'étranger. Construction de l'altérité.

• Laurent Bazin est chargé de recherche au CNRS. Il est membre du Centre Lillois d'Etudes et de Recherches Sociologiques et Économiques (CLERSÉ – UMR 8019). Il collabore à l'Unité de recherche « Travail et mondialisation » de l'IRD.

• Monique Selim est directrice de recherche à l'IRD ; elle dirige l'unité de recherche « Travail et mondialisation ».

Voir aussi <http://www.univ-lille1.fr/clerse/> ainsi que <http://www.tem.ird.fr>

Diffractions politiques du marché (Côte-d'Ivoire, Vietnam)

La globalisation des marchés et l'expansion des logiques de financiarisation sont appréhendées du point de vue des différentes disciplines – plus ou moins concernées – selon des schémas d'interprétation variés. Face à cet objet, l'économie, qui en est le dépositaire légitime, dispose d'outils de quantification de plus en plus perfectionnés mais qui sont néanmoins contestés du fait de l'évacuation des phénomènes sociaux qu'ils supposent. La sociologie manifeste un intérêt croissant pour la diffusion des rapports marchands dans l'ensemble des sphères et des institutions sociales. Cependant, elle porte son regard principalement – et en accord avec sa tradition – sur le nord développé et industrialisé, délaissant le plus souvent les autres parties du monde. L'ethnologie de son côté met en scène une réticence toujours très nette à aborder la dimension économique actuelle des processus sociaux, qui lui paraît extérieure à ses modes d'interprétation.

La globalisation des marchés requiert pourtant, en raison de sa nature même, une perspective tout d'abord globale qui intègre autant les différentes régions du nord développé que celles du sud aux régimes de croissance contrastés, chacune des positions occupées ne se comprenant désormais que dans un ensemble de régulations articulées. L'intrication de l'économie avec ses composantes politiques et symboliques engage dans une optique de totalisation des domaines, qui est la définition même d'une perspective anthropologique.

Partant de cette double hypothèse impliquée par la nouveauté des processus en cours¹, cet article a pour but, à partir de la comparaison de deux trajectoires nationales divergentes au sud, de tenter de montrer les effets polymorphes de l'extension des marchés ainsi que les dynamiques politiques de leur construction interne aux espaces nationaux. L'intégration relative du Vietnam et la marginalisation progressive de la Côte-d'Ivoire apparaissent exemplaires de cette hétérogénéité consécutive à l'interdépendance économique.

La Côte-d'Ivoire donne à voir plusieurs phases paradigmatiques des liens entre politique et économie. La croissance et l'industrialisation se sont d'abord inscrites dans l'introduction d'un capitalisme national subordonné dans le cadre d'un régime monopartiste. La période actuelle est marquée par une double faillite économique et politique sous le visage de crispations identitaires.

Le Vietnam offre à l'observation une remarquable conservation de structures politiques et idéologiques tendanciuellement obsolètes (Etat-parti communiste) et la volonté étatique d'une incorporation contrôlée et limitée des échanges capitalistes internes et externes (socialisme de marché).

Ces deux exemples illustrent la nécessité épistémologique d'inclure le politique dans l'étude des progressions et régressions des marchés. L'inscription des formes politiques dans les rapports économiques ne peut en outre être réduite à des indicateurs uniques (démocratisation, stabilité politique, participations de l'Etat, privatisations, etc.). Elle présente des faisceaux de combinaisons variées et de dynamiques internes et externes intriquées dont la cohérence est toujours singulière sans pour autant être isolable de la conjoncture globale dans laquelle elle se situe.

¹ La démarche conduite ici prolonge la réflexion engagée dans Bazin & Selim (2001). Elle est aussi partie prenante des dynamiques de l'UR Travail et mondialisation créée en 2001 à l'IRD et qui rassemble des économistes, des sociologues et des anthropologues.

Transitions imaginaires et implantations du marché

Le “ socialisme de marché ”, modèle initié en 1978 par la Chine et repris depuis 1986 au Vietnam et au Laos², a pour caractéristique première l’introjection de modes de production et d’échanges capitalistes dans un cadre politique qui reste largement enfermé dans les définitions du communisme tel qu’il s’est forgé et développé dans la première moitié du XX^e siècle. Cette nouvelle conjonction communisme/capitalisme est généralement abordée à travers deux grandes grilles de lecture qui recoupent des divisions disciplinaires ; la première, économique, se polarise sur la notion de transition tandis que la seconde, principalement nourrie par des historiens et des politologues, tente de dérouler les modifications internes de l’idée de communisme sur près d’un siècle, accordant la primauté à l’idéologie. Ces deux courants d’interprétation ont en commun d’esquiver dans sa nature propre la coagulation économie/politique au profit d’un des termes du couple. Très populaire chez les chercheurs comme dans les médias, le terme de “ transition ” pour qualifier les transformations actuelles des pays néocommunistes reste ainsi captif de la fiction d’une autonomie hégémonique de l’économique dans le voilement des structures politiques. Or, les configurations économiques examinées furent entièrement édifiées sous l’égide du politique dont la dominance est maintenue actuellement à travers le contrôle direct ou indirect de l’appareil d’Etat. Les indicateurs utilisés dans cette optique apparaissent dès lors tendanciellement oniriques.

Prenons l’exemple du concept de rapport salarial dont il s’agirait de mesurer les évolutions quantifiées dans les pays étudiés dans l’attente d’une salutaire décroissance : adéquat aux règles en vigueur dans les économies capitalistes démocratiques dont il émerge, impliquant implicitement un marché du travail, une offre, une demande et une vente “ libre ” de la force de travail, il se révèle fantasmatique pour comprendre les changements qui font passer les “ travailleurs ”³ d’unités de vie tout à la fois sociales, économiques et politiques plus ou moins démonétarisées et carcérales à des situations où l’emploi doit s’acheter individuellement et volontairement auprès des caciques politico-économiques.

Eminemment frêles et contradictoires, les constructions sociétales qui entrent dans la catégorie hybride de “ socialisme de marché ” ont en revanche l’intérêt heuristique majeur de démasquer les impasses épistémologiques auxquelles conduisent les doubles dissolutions habituelles de l’économique dans le politique et du politique dans l’économique : cette dernière figure se voit elle-même aujourd’hui de plus en plus flamboyante sous l’effet de la globalisation capitaliste, dont les Etats-partis communistes, commanditaires forcés d’une libéralisation capitaliste endogène, sont précisément un remarquable produit. Néanmoins un même regard fut porté par le passé sur les dictatures africaines ou d’Amérique latine peu “ idéologisées ”, où la violence de l’Etat fut largement ignorée dans l’observation fascinée de croissances aussi remarquées par exemple que celle de la Côte-d’Ivoire jusque dans les années quatre-vingt.

Parmi les Etats post-coloniaux d’Afrique, la Côte-d’Ivoire a en effet longtemps présenté le visage d’une réussite exceptionnelle, estimée d’abord et avant tout sous l’angle de la performance économique (soit trois décennies d’une très forte croissance ininterrompue, de 1950 à 1980, qualifiée par l’image suggestive de miracle ivoirien). De ce point de vue hégémonique, la nature du régime politique et celle de son articulation à l’ensemble de l’économie n’ont été perçues que comme caractérisation des politiques économiques édifiés par l’Etat postcolonial. Pris dans un paradigme partagé de la croissance (Gadrey, 1996), ces regards internes et externes postulaient une hausse du niveau de vie, évaluée en référence aux pays occidentaux fournissant à la fois l’étalon de

² Voir aussi Hours & Selim (1997).

³ Le terme “ travailleur ” est ici utilisé pour désigner le statut particulier des acteurs marqués par une coercition totalisante, qui s’effrite certes mais d’une part reste dans les mémoires et d’autre part resurgit face à toute potentialité de rébellion.

mesure et le terme d'une progression inscrite dans l'histoire. C'est sur cette construction téléologique, fondée sur la quantification économique, que s'arrimait l'idée de modernisation, soit un ensemble de changements sociétaux pensés comme une série d'états transitoires vers l'implantation des structures politiques, administratives et économiques érigées en Europe, tout comme aujourd'hui la notion vague de " transition " oriente la perception des pays post et néocommunistes.

Ce recours permanent à l'idée de " transition " dans des configurations politiques et économiques aussi différentes que celles de la Côte-d'Ivoire et du Vietnam interpelle en premier lieu la réflexion ; en effet, au-delà de l'ethnocentrisme confus que véhicule l'imaginaire de la transition, deux poches d'occultation s'y dessinent : les rapports politiques nationaux et internationaux, le mode de structuration politique des rapports économiques. De ce point de vue, parce que la Côte-d'Ivoire se présente comme une sorte de parangon de ces recouvrements, rappelons tout d'abord brièvement les visions dont elle a été l'objet.

Deux positions antagonistes s'ancraient dans les conceptions partagées de la situation passée de la Côte-d'Ivoire. L'une consacrait sur l'évidence du " développement économique ", la supériorité du régime ivoirien – pro-occidental et allié de l'ancien colonisateur – sur celui de ses voisins. Un second point de vue – s'édifiant à la suite du tiers-mondisme et des théories du sous-développement – stigmatisait la dépendance du développement économique qui se profilait derrière une croissance appelée à se tarir sous l'effet de l'inégalité des termes de l'échange. Tandis que d'un côté la nature de l'Etat était éclipsée par la réussite proclamée de sa politique économique, de l'autre elle était réduite à la fonction de relais du capitalisme extérieur, voire à sa position stratégique d'instrument dans la guerre froide.

La récession économique des années 1980 et l'imposition des plans d'ajustement structurels ainsi que le discrédit jeté globalement sur les régimes politiques africains marqués par la corruption, la dette et la faillite financière, ont contribué à remanier les regards. De l'extérieur, la Côte-d'Ivoire ne présente plus une image d'exception mais se trouve banalisée au sein d'un continent qui se présente comme l'exclu symbolique de la globalisation, accablé d'une indigence chronique, de catastrophes écologiques et sanitaires multiples et répétées, de déchirements politiques dramatiques placés sous le signe de l'ethnie et de la dérive monstrueuse de régimes politiques accrochés à des sources de rente et d'enrichissement frauduleux.

Paradoxalement cependant, l'Afrique – comme l'Amérique latine – parce qu'elle est un champ d'interventions globalisées, est une sorte de laboratoire des nouvelles conceptions associant la croissance économique à la démocratie libérale (tout comme ces deux continents étaient auparavant le creuset du tiers-mondisme et des théories du sous-développement). Généralement considéré en dehors de la globalisation, précisément parce que ces visions le désignent comme un monde périphérique à réintégrer, le continent est ainsi pour une part la matrice de l'extension et du renforcement de l'emprise des institutions qui sont des pivots de la globalisation, soit les ONG et les organisations financières internationales. Ces dernières ont par exemple élaboré leurs instruments d'intervention que sont les plans d'ajustement structurel sur l'Afrique et l'Amérique latine avant de les implanter dans l'ancien bloc communiste puis dans l'Asie touchée par la crise de 1997. Depuis une décennie, les grandes conférences mondiales associant les Etats, les organisations internationales et des ONG et associations – dont la présence s'est faite de plus en plus insistante, pour déboucher sur la dramatisation d'un affrontement entre ces trois grands types d'institutions – ont eu pour logique de publiciser les déficiences dans un monde régi par le marché. Par définition défailtantes, les périphéries les plus marginalisées sur la scène du marché mondial – dont l'Afrique est l'emblème – sont le lieu d'élaboration d'une série de notions et d'orientations qui visent à

parfaire l'économie de marché⁴ en en indiquant des carences à combler. Ainsi, ONG et associations d'un côté, instances internationales (BM, PNUD, OCDE, etc.) de l'autre, scandent-elles, dans un chœur qui est loin d'être dysharmonieux et qui est aussitôt repris par les Etats, une série d'aspirations au développement "durable" voire "humain" : valorisation et préservation du "capital social" et "culturel" s'adjoignent les prescriptions et remontrances en faveur d'une démocratisation, ou "bonne gouvernance" dans la terminologie de la Banque mondiale. Ajoutons l'exigence de "droits", selon une logique de démultiplication qui fait jaillir la revendication d'un "droit" nouveau (dont ceux de l'homme, de la femme, de l'enfant, des minorités, etc.) lorsque l'objet concerné glisse dans le régime de la marchandise (Baudrillard, 1970). Notons au passage que les perspectives convergentes entre ces institutions de l'"aide" et de l'assistance (dont les Etats) sont fréquemment réinscrites dans le milieu scientifique lorsqu'il se laisse piéger dans les jeux croisés et convenus de l'accusation et de la réhabilitation culturelles. Elles ont pour effet d'amplifier une perception générale du continent africain sur le mode d'une déficience généralisée, qui ne se décline plus en terme de (retard de) développement ou de sous-développement mais qui se lit avant tout sur le plan de l'(in)efficacité du système productif – mesuré dans le seul langage de la concurrence marchande et de l'(in)capacité d'endiguement d'une pauvreté appelant le secours et la charité.

Si auparavant les régimes autoritaires construits sur des partis uniques étaient envisagés d'abord comme des instruments nécessaires d'une modernisation de la société et de l'économie, les incantations actuelles de la démocratie (et de l'Etat de "droit") font de cette dernière, au choix, un préalable ou un corollaire du libéralisme économique. Les nouveaux antagonismes idéologiques construisent leurs divergences sur la base commune d'une justification des Etats par leur double rôle dans la régulation du marché et dans la redistribution des richesses supposées extraites de la croissance. Dans tous les cas, peu de place est laissée à l'appréciation d'une historicité propre des dynamiques de façonnage et de remodelage de l'économie par le politique et, réciproquement, de la légitimité politique par l'économique.

On notera la différence de registre d'une conjoncture à l'autre. Durant la période de la décolonisation et de la guerre froide, l'exceptionnalité attribuée à la Côte-d'Ivoire par rapport à ses voisins puise ses ressorts dans une plus grande conformité aux logiques de subordination néocoloniale (elle est d'ailleurs alors caractérisée couramment par son modèle de "développement dépendant"). L'obsolescence de cet alignement sur la scène internationale, en regard de la généralisation d'un assujettissement par la dette, multilatéralisé sous l'égide des institutions financières internationales, s'accompagne d'une délégitimation interne et externe du régime politique antérieur, c'est-à-dire aussi du processus d'édification politique de l'économie, dont la "politique économique" est une facette peu signifiante en elle-même⁵.

La flexibilité de l'Etat entre identité et alliance (Côte-d'Ivoire)

D'un point de vue intérieur, le déclassement de la Côte-d'Ivoire vient étayer une contestation des classes dirigeantes auparavant étouffée par la monopolisation de l'expression publique par le parti unique ainsi que par la répression. A partir des années 1980, la "conjoncture", selon la dénomination ivoirienne de la "crise", se traduit par une précarisation générale des positions sociales, une paupérisation notable de l'ensemble

⁴ Selon le terme consacré dont la pertinence est d'ailleurs contestée au sein des sciences économiques (Sapir, 2000).

⁵ Politique économique d'ailleurs très largement inspirée de celle suivie par la France de l'après-guerre. Notons que dans cette période, la généralisation de la planification économique dresse de larges similitudes entre les régimes socialistes et capitalistes (Lourau, 1972). Dans les pays post-coloniaux d'Afrique, les modes de développement adoptés reposent largement sur une conception partagée du rôle de l'Etat et ne se différencient guère que dans le choix des subordinations internationales.

des couches sociales. La dissolution des représentations fondées sur une prospérité économique relative et l'idée d'un développement devant extraire la société de sa condition inférieure pour la hausser au niveau de l'ancien dominant colonial, a contribué à discréditer les couches dominantes enrichies sur la base des rentes et des sources de corruption que permettaient leur intégration dans l'appareil politico-administratif. Dans ce contexte singulier, la dénonciation des élites politiques et économiques trouve cependant ses limites dans le partage d'une condition d'infériorité : l'affrontement entre dominés et dominants se joue à travers une double médiation de l'étranger et des rapports de parenté (Bazin, 1998).

La conjoncture économique ivoirienne est dominée, depuis le début des années 1980, par la mise en place de plans d'ajustement structurel successifs imposés par les institutions financières internationales. A la restructuration des nombreuses sociétés publiques, démantelées, confiées à des directions européennes ou vendues à des firmes étrangères, font écho les licenciements ou les fermetures d'entreprises privées (dans un pays qui en compte peu), confrontées à la récession, à la dette intérieure de l'Etat, à l'accroissement de la concurrence internationale ainsi que la permanence du recours à des directeurs européens. L'ensemble de ces événements vient signifier un retour à la soumission envers les Européens et le dessaisissement global de l'autorité des fractions sociales dominantes. De ce fait, se manifeste le blocage d'une "ivoirisation" toujours très peu réalisée, qui a pour effet d'en réactualiser les enjeux et les tensions. Celles-ci furent maximales dans les années 1970, mais débouchaient à cette époque sur des voies de promotion qui se sont aujourd'hui taries, ou qui se concentrent dans l'endogamie des franges sociales supérieures.

Un retour sur la décolonisation s'impose pour comprendre les configurations qui se dessinent aujourd'hui et qui font de l'économie le siège d'une domination étrangère symbolique et effective, à la fois vivement dénoncée et toujours réaffirmée puisqu'elle se trouve l'une des principales voies de contestation des classes dominantes.

Investi à partir de 1956 par la hiérarchie du parti (devenu unique en 1957), l'édification et l'expansion d'un secteur public (administrations, entreprises publiques) a été en Côte-d'Ivoire le lieu de la constitution d'une bourgeoisie dont l'enrichissement très rapide tient à une captation directe des richesses et ressources contrôlées par l'Etat et distribuées aux cadres du parti. La rehiérarchisation de la société opérée sur cette base a produit dès avant l'indépendance un lien étroit entre richesse, puissance et pouvoir. Soulignons néanmoins que l'implantation de longue durée d'un capitalisme partagé entre autochtones et étrangers a autonomisé relativement les couches sociales supérieures. A l'inverse, au Vietnam, ces dernières restent entièrement subordonnées à un pouvoir politique qui se présente en permanence comme dominant l'ensemble des acteurs étrangers.

A l'opposé de la très longue guerre de libération conduite au Vietnam sous la direction du Parti communiste, la décolonisation a, en Côte-d'Ivoire, conservé le mode de domination colonial fondé sur la subordination aux Européens. En particulier, l'émancipation de l'Etat n'a en aucune façon impliqué une appropriation des entreprises, ni dans la composition du capital, ni dans la distribution des postes de cadres ou de direction. L'"ivoirisation", sous ces deux facettes, a au contraire été officiellement proscrite durant les sept premières années suivant l'indépendance. Par la suite, son encouragement progressif a été assuré à l'aide de dispositifs dont l'efficacité s'est bornée à conférer à la bourgeoisie constituée dans le parti des moyens d'enrichissement supplémentaires par la captation de rentes sur des niches économiques préservées. Appuyée par une forte rhétorique politique correspondant à l'ampleur des revendications émises par les couches moyennes et supérieures de cadres ivoiriens, l'"ivoirisation" est venue se heurter à partir des années quatre-vingt à la récession économique et à la déstabilisation de la légitimité et de l'autorité des cadres et dirigeants d'entreprises nationaux.

De son côté, l'autochtonisation de l'Etat s'est réalisée sans rupture avec l'ancienne tutelle coloniale : dans ce domaine également, l'“ ivoirisation ” a été réduite au minimum et une kyrielle d'assistants techniques ont été maintenus à tous niveaux. La perdurance, par-delà l'indépendance, de la structure de domination fondée sur la supériorité de l'ancien colonisateur crée une configuration dans laquelle la production d'un pouvoir autochtone s'effectue par la manifestation d'une plus grande proximité avec le dominant étranger, assurée par des études effectuées en France (puis au Canada et aux Etats-Unis)⁶, l'imitation de son style de vie et l'acquisition à des fins d'accumulation ostentatoire d'objets d'origine occidentale. D'autre part, elle confère à la richesse un statut particulier : celle-ci vaut moins comme capital – qui impliquerait la constitution d'un rapport de domination capitaliste, abandonné à l'ancien dominant – mais plutôt comme démonstration de la faculté d'utiliser le pouvoir d'Etat pour en capter les ressources, c'est-à-dire comme marque de puissance et de supériorité.

Le statut de cette puissance évolue, à partir des années 1970, par l'accent porté sur les liens des “ cadres ” du parti et de la hiérarchie de l'Etat à leur village et leur région d'origine. L'ouverture donnée à l'“ ivoirisation ” crée en effet une menace sur la structure de la domination reposant sur le partage entre l'Etat-parti et le capitalisme étranger, qui va trouver une compensation dans une politique officielle réaffirmant un découpage ethnicisé de l'économie, assignant à l'autochtonie “ africaine ” l'agriculture d'exportation (un culte est érigé au président-plantateur) et à l'allochtonie européenne l'économie industrielle. Différentes implications importantes en découlent. D'une part, le pouvoir se restructure plus complètement en une série d'allégeances personnelles, culminant dans l'obédience commune envers le président de la République. Ces liens de dépendance sont réorganisés autour des rapports de parenté, extraits de leur espace propre pour être reconfigurés dans la domination politique et qui assoient les relations clientélistes sur lesquels repose cette dernière⁷. De la sorte, l'exhibition des richesses s'oriente vers les lieux d'origine soit, selon l'importance du statut social, la parenté restreinte, élargie, le village natal ou la circonscription administrative. Cette restructuration de l'autorité dans le cadre symbolique de la parenté – dont l'efficacité est de produire un enfermement des acteurs dans la dépendance et d'exprimer la segmentation territoriale – implique que puissance et richesse soient plus étroitement liées à la capacité de faire bénéficier les dépendants, collectivement et/ou individuellement, d'un ensemble de ressources dont celles de l'Etat (financières, matérielles, emplois, places dans le système scolaire, etc.).

La récession économique – et la crise financière de l'Etat qui, par le biais de la dette intérieure et des politiques économiques d'austérité imposées par les bailleurs de fonds internationaux, a des répercussions sur l'ensemble de l'économie, et l'ensemble de la

⁶ A la différence de la plupart des autres pays africains, où les dirigeants à l'indépendance sont issus des fractions sociales scolarisées en France, c'est une coalition de grands planteurs de café et cacao qui a pris la tête de la lutte contre l'oppression coloniale en Côte-d'Ivoire, avant d'en devenir l'alliée. De 1963 à 1965, une série d'épurations a permis l'élimination d'une partie des fractions “ intellectuelles ” du parti, du gouvernement et de la haute administration. La détention des diplômes les plus élevés et/ou les plus prestigieux d'universités occidentales est néanmoins rapidement devenue un élément de distinction conditionnant l'accès aux positions dominantes.

⁷ Ainsi, notamment, se multiplient les associations d'originaires d'une même localité, dont le but est la prise en charge collective des funérailles, ou encore le développement du village commun, mais qui s'avèrent en fait des opérateurs de valorisation des statuts socio-politiques, entérinant une redéfinition des préséances et de l'allégeance selon la hiérarchie des positions professionnelles et des revenus, assez étroitement corrélées aux positions définies à partir de l'organisation administrative et politique. Les objectifs formels de ces associations sont d'ailleurs le plus souvent réduits à néant en raison de détournements fréquents de leurs fonds par leur président (souvent désigné comme un oncle) qui est la personne la plus éminente : si des tensions en découlent, ces pratiques ne donnent en général lieu à aucune sanction. Ces amicales villageoises sont elles-mêmes surmontées par des associations des “ cadres ” de la sous-préfecture qui, à nouveau, entérinent l'allégeance envers les personnalités les mieux insérées dans la hiérarchie politique et/ou administrative, etc.

société – tarit peu à peu ces capacités sans modifier les dynamiques fondamentales mises en place dans les décennies précédentes. Ce mouvement d'ensemble culmine spectaculairement dans la fabuleuse reconstruction par le président Houphouët-Boigny de son village natal, promulgué capitale, avec pour point d'orgue l'édification contestée de la fameuse basilique de Yamoussoukro, achevée au début des années 1990.

Par ailleurs, à mesure que la récession économique s'installe (années 1980) et que, sur la scène idéologique, l'Etat cède son rôle de moteur du développement à l'“ initiative privée ”, une exhortation publique est faite aux entrepreneurs et cadres nationaux dont l'absence ou les défaillances sont en permanence stigmatisées, notamment sur la base de leur impossibilité à s'extraire des logiques de valorisation de la richesse impliquant la cooptation dans les instances dirigeantes du parti d'une part, l'ostentation à destination d'une parentèle extensible à l'infini d'autre part.

Un décalage croissant s'instaure en conséquent avec des franges sociales dominées qui se découvrent “ pauvres ” (Vidal, 1990) et voient les perspectives de promotion sociale par l'emploi et l'école se réduire et se concentrer dans la parentèle des couches sociales dominantes. Ces dernières (chefs d'entreprises et cadres d'un côté, hommes politiques et fonctionnaires de l'autre) sont l'objet de griefs très partagés, voilés ou publics, qu'elles véhiculent elles-mêmes et que vient renforcer et amplifier le caractère négatif attribué aux rapports de parenté.

La déstabilisation de l'économie se traduit en effet par une série de tensions qui se manifestent dans les relations interpersonnelles, notamment au sein des cercles de la parenté. Ceux-ci demeurent les espaces d'une recherche d'assistance incontournable pour des individus en quête de stabilisation de leurs modes de subsistance, et dont l'absence ou l'insuffisance prennent la signification d'une hostilité inquiétante de fractions de leur parentèle (nourrissant une amplification de la sorcellerie). Inversement, la parenté est également perçue comme la source de sollicitations inépuisables, accusées par tout un chacun de ruiner ses efforts pour améliorer ses conditions de vie et, simultanément, à l'échelle nationale, d'être une des principales causes d'un retard dans le développement. A l'opposé de la situation vietnamienne où la parenté, comme valeur originaire, est intégrée dans l'identitarisme étatique, la critique obsessionnelle des rapports de parenté, décevants à tout niveau, est en Côte-d'Ivoire insérée de l'intérieur et de l'extérieur (par les experts, les institutions financières, l'ensemble des agents économiques) dans une particularisation “ africaine ” négative, qui reproduit la rupture hiérarchique coloniale entre Européens et “ indigènes ”. Elle enferme les fractions sociales dominantes dans une dépréciation inéquitable et vient sublimer l'extériorité conférée aux dominants européens. L'emprise de ces derniers, tant sur le plan de la politique économique que dans la gestion des entreprises, souligne en retour les modes d'exploitation fixés dans une domination réintégrant la parenté dans les structures politiques. Les nouvelles formes de la dépendance (par la dette et la faillite économique) font ressortir l'appropriation des ressources nationales par les fractions sociales dominant l'Etat⁸, repoussées dans l'illégitimité. La crudité de tels modes d'exploitation transparaît de surcroît à travers la

⁸ Dominant le débat politique après la restauration du multipartisme en 1990, cette double dénonciation (dépendance/appropriation des ressources publiques par les dirigeants) trouve son apogée avec l'arrivée au pouvoir de Konan-Bédié en décembre 1993 à la mort d'Houphouët-Boigny. D'une part, l'opposition s'appuie sur le fait notoire qu'il a construit sa fortune personnelle par le biais d'une sur-facturation du programme d'industrialisation sucrière du nord, dans les années 1960 lorsqu'il était ministre de l'Economie et des Finances. Cet épisode est redoublé, peu avant le coup d'Etat qui le chassera du pouvoir, par l'implication directe de Konan-Bédié dans le détournement d'aides financières accordées par l'Union européenne. D'autre part, un mois après sa prise de fonction, appuyée ostensiblement par les Etats occidentaux dont la France, la dévaluation de 50% de la valeur du franc CFA par rapport au franc français marque aux yeux des Ivoiriens la subordination de son gouvernement face à l'étranger dominant (la France, les institutions financières internationales). Le président Houphouët-Boigny était censé être parvenu à contenir la dévaluation par son insertion remarquable dans cet univers étranger où il était supposé disposer d'influence et de pouvoir.

violence de la répression des mouvements de contestation qui visent à conserver, par-delà la rupture du monopartisme en 1990, l'autoritarisme d'Etat, et où se révèle le caractère fallacieux de la démocratie.

Si l'Etat vietnamien manifeste au cours de son évolution une permanente réédification de la valence négative des pôles étrangers, en revanche, en Côte-d'Ivoire, le régime d'insertion dans le marché globalisé, sous la conduite des plans d'ajustement structurel, prive de leur sens les formes d'édification d'une souveraineté mises en place au cours de la décolonisation et débouchent sur un réaménagement des accommodements idéologiques mis en scène par l'Etat entre dépendance économique et identité autochtone. Durant les six dernières années, les fractures politiques qui se sont précipitées montrent en effet des tentatives d'asseoir sur de nouvelles bases la production d'une autochtonie de la domination politique. La facette la plus immédiatement visible de ces procédés est la notion d'"ivoirité", soit la proclamation d'une ethnicité de la nationalité ivoirienne conditionnant l'accès à certaines charges électives.

Une nouvelle forme d'ethnicisation du politique s'y dessine, qui s'inscrit toutefois dans les processus antérieurs d'assignation à l'origine. La rupture accomplie tient essentiellement à la place qu'occupe le pouvoir d'Etat dans ces processus et aux logiques de désagrégation de l'ensemble national qu'elle engendre. L'édifice politique s'est bâti durant toute l'histoire coloniale et post-coloniale comme Etat allochtone⁹, assurant en particulier, dans le partage d'une position subordonnée, la désignation et le positionnement réciproque dans l'édifice national des différents groupes ethniques et étrangers (Chauveau & Dozon, 1985, 1987). Il garantissait en particulier, non sans contestations, l'installation d'étrangers très nombreux, à la fois internes à l'espace national (migrations urbaines et vers les régions d'agriculture d'exportation) et externes (ressortissants des pays voisins, libanais, européens). Les mouvements de protestation ont eu, depuis la période de décolonisation, pour point de focalisation de dénoncer à la fois la dépendance économique et la connivence de l'Etat avec les différentes catégories d'étrangers supposées accaparer les richesses et les positions dans les divers secteurs de l'économie¹⁰. Si les revendications d'une "ivoirisation" plus complète (capitaux d'entreprises, emplois de cadres, mais aussi subalternes) sont récurrentes, les tensions débouchent à partir des années 1980, et de façon plus aiguë après la restauration du multipartisme en 1990, sur la projection des figures imaginaires de l'autre (ethnique ou national) dans les contradictions politiques elles-mêmes. Cette construction politique de l'étranger repose en particulier sur la dénonciation par l'opposition du droit de vote accordé aux étrangers africains, considéré comme l'instrument d'un maintien au pouvoir de l'ex-parti unique.

Devenu mot d'ordre officiel un an après la prise de pouvoir du président Konan-Bédié (soit à partir de décembre 1994), le nouvel identitarisme d'Etat est une tentative de relégitimation de l'autorité présidentielle. Celle-ci est redéfinie désormais sur une origine ivoirienne essentialisée tandis qu'est abandonnée la faculté de faire voter les étrangers africains. Ces procédés de manipulation politique de l'identité opèrent un déplacement du rapport de l'Etat aux étrangers et aux différents groupes ethniques intérieurs, redéfinis comme plus ou moins proches par rapport à un nouveau paradigme de l'autochtonie. L'ensemble de ces figures de l'altérité s'agglomèrent dans une position commune d'accusées¹¹. Ce revirement tend simultanément à décrocher de la performance

⁹ Voir à ce sujet Dozon (1997).

¹⁰ Les tensions entre autochtones et allogènes (Ivoiriens ou ressortissants des Etats voisins) ont toujours été vives et focalisées sur des revendications pour le contrôle des ressources (terres en milieu rural, emplois, commerce dans les villes) : elles ont débouché ponctuellement sur des agressions collectives.

¹¹ C'est parce que l'ancien Premier ministre Alassane Ouattara concentre en sa personne ces différents registres de production d'altérité qu'il est l'accusé public permanent d'un procès contre l'étranger utilisé à l'origine par l'opposition (en 1990), repris et systématisé par le gouvernement de Konan-Bédié puis par ceux qui lui ont succédé.

économique les représentations de la valeur nationale. Auparavant fondées sur une proximité imaginaire avec le dominant européen et une prospérité économique nourrissant un mépris des pays voisins, elles tendent désormais à être redéfinies sur l'autochtonie et l'affrontement avec les figures imaginaires de l'allochtonie.

Ecartèlements étatiques entre forclusion identitaire et ouverture économique (Vietnam)

Le profil singulier du Vietnam actuel tient tout à la fois à ce qui est salué de l'extérieur comme une relative réussite¹² économique, estimée en termes d'ouverture au capitalisme mondial, et un Etat-parti fort, acteur monopoliste d'une politique économique suivant les normes globalisées. Ainsi, depuis dix ans, des masses de "travailleurs" ont été forcées de signer "volontairement" leur éviction des entreprises publiques, avec ou sans pension de retraite selon les législations à leurs yeux indéchiffrables qui se sont succédées. La précarisation comme la fragmentation de l'emploi se sont généralisées, les fractions sociales les plus inférieures étant fermement exclues des syndicats, cogestionnaires avec le parti d'entreprises d'Etat ayant comme unique mobile un profit maximum. Dans cette conjoncture volatile d'alliance entre communisme et capitalisme¹³, une des questions essentielles est d'appréhender la position symbolique de l'Etat comme acteur d'une neutralisation dans l'imaginaire des tensions structurelles en jeu : l'Etat maintient en effet un mode d'autorité disciplinaire et d'imposition despotique dont le parti, dans sa rigidité conservatrice et sa phraséologie obsolète et décalée, est l'emblème – tout en intégrant des formes d'échange capitaliste qui se présentent comme autant de forces disruptives ou explosives.

La légitimité dont l'Etat-parti semble cependant toujours dépositaire dans ce contexte où, comme en Chine, la corruption accompagne le développement du marché avec une ampleur aussi extraordinaire que systématique, demande à être déconstruite aux différentes échelles qui s'articulent dans la stabilité apparente de l'"économie réelle" : logiques des rapports sociaux, représentations externes de l'Etat destinées au monde "global", figures internes de l'autorité et de la domination.

Le constat d'un premier fossé entre d'un côté les perceptions de la population préservant en toute circonstance la prééminence symbolique de l'Etat contre la foule – dans la hiérarchie interne au parti – d'exécuteurs déficients d'une politique supposée juste et incontestable, de l'autre les visions futuristes des organisations internationales occultant le parti pour asseoir l'Etat comme interlocuteur économique légitime, oblige à revenir sur la nature présente de l'Etat-parti. Aujourd'hui en effet, sont multipliés pour l'extérieur les signes de disjonction entre l'Etat et le parti (en particulier dans des institutions phares, députés non membres du parti à l'Assemblée nationale) dans une perspective stratégique d'édification d'une facette de légalisation essentielle à une meilleure captation des ressources internationales (entreprises comme ONG). Certains observateurs imaginent en conséquence un combat du parti – détenteur de l'efficacité économique – contre l'Etat – résidu de l'impuissance bureaucratique. Néanmoins, aux multiples niveaux des institutions, des entreprises, des administrations, de l'ensemble des dispositifs de contrôle omniprésents, la permanence de l'entité unitaire Etat-parti est constante : le pouvoir et ses appareils se construisent toujours dans la matrice du parti, condition *sine qua non* de toute ascension individuelle, le palier hiérarchique se situant à un niveau très bas pour les ouvriers dans le cadre des entreprises. Très récentes, les entreprises à participation étrangère se voient d'autre part l'objet d'une tentative de reprise en main rapide à travers l'obligation qui tend à leur être faite de réinsérer hiérarchiquement

¹² Contrairement au Laos, le Vietnam a ainsi peu subi les conséquences négatives de la "crise asiatique".

¹³ Voir Selim (2000a, 2001).

l'ensemble des dispositifs de domination que sont le parti et les organisations de masse (syndicats, jeunes, femmes).

Pourtant une inquiétude croissante et fondée traverse la scène du pouvoir quant à sa légitimité dans la mesure où l'ouverture au marché a été – comme en Chine encore une fois – l'occasion d'un processus formidable d'accaparement des ressources économiques par les détenteurs d'une autorité politique déclinée toujours dans l'indéfectible conjonction Etat-parti. La nature du pouvoir s'est en effet transformée : de politique, elle s'est adjointe une qualification économique au plan micro comme macrosocial. Ces mécanismes d'accumulation économique dans les couches politiques dominantes renvoient à des facteurs historiques : si comme dans tous les pays communistes, les cadres politiques ont été sélectionnés et promus au départ sur le critère de leur origine de classe inférieure, la rehiérarchisation de la société qui en a découlé n'a nullement été en mesure de bouleverser radicalement les ordonnancements antérieurs et, en particulier, de détruire les appartenances “ communautaires ” des acteurs (famille, généalogie, territoire, localité, région, etc.) : elles ont au contraire été le creuset d'édification du pouvoir. Si, dans la période antérieure de pénurie générale, détournements et polarisations avaient peu de visibilité¹⁴ compte tenu de la raréfaction des biens, ils acquièrent avec l'explosion du marché un caractère ostentatoire insigne. Ainsi, la vente systématique des emplois (dans le pays comme à l'étranger dans la mesure où l'Etat reste exportateur officiel de main-d'œuvre), du travail, des diplômes comme de tout document autorisant les actes de la vie quotidienne, n'est pas une vente libre sur un marché ouvert : elle suppose toujours l'inclusion dans un réseau “ communautaire ” donnant accès à l'achat et déterminant le montant du prix. L'argent n'est donc pas l'outil et la coquille neutre d'un capitalisme mécaniquement “ pur ” : sa valeur d'usage comme d'échange reste référée à la médiation “ communautaire ”. De ce fait, les membres de la couche politique dominante – qui tient son pouvoir du parti – sont amenés à concentrer dans leurs propres réseaux interpersonnels les ressources économiques dont ils disposent et en particulier l'emploi à des positions stratégiques d'enrichissement mais aussi à des niveaux très inférieurs. Les familles ouvrières hors parti sont pour leur part conduites à être très amères sur leur double exclusion de l'emploi par le manque d'argent mais aussi par l'absence d'insertion dans une chaîne relationnelle de redistribution (“ parapluie ”, “ parachute ” sont des expressions coutumières), regrettant parfois la période passée où “ au moins ” leurs enfants se voyaient “ donner ” l'emploi.

Le chômage massif au sein des couches dominées accroît d'autant plus considérablement les contradictions qui gîtent dans la configuration actuelle atypique communisme/capitalisme que la fortune fulgurante des élites politiques a une ostensibilité incontrôlable¹⁵ et se déploie dans l'exhibition de biens inaccessibles pendant quatre décennies. Eloignant toujours plus les classes inférieures de leurs supérieurs, le fonctionnement concret de la polarisation politico-économique autour de signes matériels connotés comme étrangers constitue une des plus saillantes incises imaginaires que véhicule le marché en regard des définitions historiques du pouvoir politique de l'Etat-parti. Au-delà de l'image-écran englobante du nationalisme vietnamien, l'incorporation des cadres de domination de l'Etat communiste s'est en effet sustentée de trois éléments principaux : l'acteur idéologique de l'allochtone dominateur, la revitalisation permanente

¹⁴ Pour l'observateur extérieur. Il faut en effet restituer le point de vue des acteurs sur un passé jugé rapidement égalisateur : les différences des rations de denrées de base, des logements, des rémunérations jusque dans les années 1985-90 pourraient sembler aujourd'hui dérisoires tant le manque de “ tout ” régnait. Ces différences indexées sur l'échelle des statuts sont cependant rappelées avec des détails extrêmement précis (10 g, 1 dong) et une force étonnante mettant en scène avec violence une mémoire hiérarchique fixée sur les rapports de domination, appréhendés comme une explication de leur perdurance présente.

¹⁵ En 1999, témoignage de leur peur, les autorités ont interdit sans succès toute cérémonie privée fastueuse (mariage, décès, naissance, etc.) limitant drastiquement le nombre de convives à une trentaine de personnes.

d'une lutte contre le retour de cet acteur, l'unification interne indéfectible des dominants et des dominés autochtones. Le communisme impliquant, tout comme le capitalisme, l'appartenance à un monde hiérarchique avec ses maîtres, ses rivaux et ses dépendants, le Vietnam, partagé entre les influences soviétiques et chinoises s'étendant sur la longue durée, tuteur lui-même du Laos, se voit tout particulièrement habité par la volonté obsessionnelle de l'Etat de démontrer une autonomie identitaire toujours susceptible de lui être déniée par les faits et qui est l'assise imaginaire cruciale de sa légitimité.

L'altérisation négative est donc au cœur de la problématique centrale de l'autochtonisation du pouvoir dont le dérivé idéologique est l'identité nationale. L'insertion dans la globalisation capitaliste du marché – dont une des traductions endogènes est la nouvelle orientation des élites politico-économiques prenant désormais comme modèle la consommation étrangère – met singulièrement à mal un processus bien rôdé de légitimation du pouvoir par l'érection négative de la domination étrangère : au plan symbolique comme réel, l'autochtonisation de la domination étatique se révèle actuellement de plus en plus fragilisée, et ce particulièrement dans un contexte où ce qu'on dénomme pudiquement la disette continue à sévir de façon endémique et où la prospérité du marché reste inaccessible à la majorité.

La surexploitation économique¹⁶ qui, au Vietnam, s'ajoute à la simple domination politique antérieure a pour résultat de complexifier les situations hiérarchiques de travail partout exemplaires des effets de la globalisation du marché. Jusque dans les années quatre-vingt-dix, la soumission politique et une conformité globale à des modes disciplinaires d'autorité constituaient une voie de promotion quasi certaine, une sorte d'assurance permanente et de capital symbolique transmis sans accroc majeur. Le travail comme tâche prescrite était alors relativement secondaire (hors urgence de guerre) et accompli sans souci de performance ou de rentabilité. L'intégration progressive du capitalisme a bouleversé ces régulations dans les entreprises obligées de s'inscrire dans un marché interne et externe de concurrence axé sur le bas coût de la main-d'œuvre. Le travail est devenu un réel objet marchand tandis que la pression sur la main-d'œuvre s'est considérablement accrue en terme de rythmes, de durée, d'intensité et de qualification. Redoublant un contrôle politique perdurant, la surexploitation tend à lui faire dans le même moment perdre de sa légitimité dans un contexte d'enrichissement spectaculaire des cadres politiques dominants de l'entreprise. Ainsi, si la soumission politique reste une conduite intériorisée incontestable chez les générations les plus âgées, elle se fissure chez les jeunes descendants des familles ouvrières pour lesquelles elle ne constitue plus une valeur transmise. Présent dans la constitution depuis quelques années, le droit de grève reste cependant massivement l'objet d'un interdit dans la subjectivité collective, alors même que les désirs de révolte se multiplient face aux conditions de travail. La fuite de l'entreprise, impossible dans la période antérieure pour de simples raisons de subsistance, paraît une solution préférable valorisant en conséquence le marché. De ce point de vue, la différence d'avec la Chine¹⁷ où des manifestations revendicatives sont de plus en plus nombreuses et violentes peut être à titre d'hypothèse renvoyée à la figure imaginaire de l'autorité : l'héritage maoïste – à travers l'épisode des cent fleurs et la révolution culturelle – a institué les conditions symboliques d'un affrontement à l'appareil d'Etat et à la figure du parti. Ces fractures historiques du monopolisme de la domination peuvent être lues comme un acquis important nourrissant les rébellions présentes. Dans leur absence au Vietnam – où l'Etat-parti a pourtant subi l'influence chinoise à différentes périodes mais s'est constamment protégé de sa destitution potentielle – s'enracine une forme de capital de légitimité dont néanmoins la survie paraît de plus en plus délicate avec la progression de rapports capitalistes dénués de tout encadrement juridique.

Le spectacle actuel d'une relative croissance sur la base d'un apparent équilibre politique comme résultat positif peut donc être estimé en partie chancelant si l'on

¹⁶ Voir Selim (2000b)

¹⁷ Voir Jiang & Ashley (2000), Perry & Selden (2000), Holzman (1998).

s'interroge sur les nouvelles relations entre légitimations de la domination étatique et contradictions sociales endogènes issues des rapports économiques de production et de redistribution. Le remplacement en 2001 de Le Kha Phieu par Nong Duc Manh, d'origine taï, à la tête du parti doit être interprété avant tout dans cette perspective où l'inégalité économique, de plus en plus marquée avec le développement du marché entre les ethnies minoritaires montagnardes et la majorité dominante viêt, est le facteur central d'éclosion des révoltes qui se sont multipliées contre les appareils locaux de l'Etat-parti.

Les opérations idéologiques de purification symbolique de l'Etat-parti – telle la lutte contre la corruption, prenant pour modèle la Chine – jouent précisément sur l'imbrication dans les perceptions des acteurs de la légitimité héritée de l'Etat autour de la figure ancestrale d'Ho Chi Minh¹⁸ et du déferlement quotidien des injustices et de l'iniquité. L'accusation et la punition, par l'autorité monopoliste, des membres du parti “ corrompus ” est censée réhabiliter la pureté imaginaire de l'accusateur institutionnel refoulant dans l'illégitimité l'accusé individuel comme une sorte d'accident contingent d'une cohérence inentamable. Aussi éperdues qu'impuissantes, ces tentatives étatiques ne peuvent avoir la moindre efficacité puisqu'elles ne touchent pas dans leur construction originelle les processus de polarisation politico-économique qui sont une déduction “ naturelle ”, rationnelle du monopolisme.

Corollairement, les vastes campagnes actuelles d'adhésion au parti, qui constituent une réponse du pouvoir à l'entame progressive de la légitimité, visent à édifier une nouvelle base populaire autour de représentations de plus en plus partagées chez les jeunes, depuis l'ouverture au marché : à la culpabilité et à la faute des pauvres quant à leur exclusion, font résonance le mérite et la légitimité de ceux qui s'enrichissent et qui, comme le prône l'idéologie étatique actuelle, enrichissent donc la nation et contribuent au développement de la société. La dénonciation de l'égalitarisme passé, comme source de tous les maux et des pénuries économiques antérieures, est en effet un message officiel du parti diffusé dans les cellules de base. L'ensemble de ces représentations, ajustées au moment, se révèlent par ailleurs issues de la conservation par l'Etat-parti, dès son émergence, de la légitimité imaginaire de l'ontologie hiérarchique formelle comme code unique d'organisation de la société : la déhiérarchisation s'est inscrite dans la continuité des assises hiérarchiques précoloniales et coloniales, conférant à tout statut supérieur une légitimité symbolique inaltérable de prédominance.

Les plus vieux militants du parti qui ont combattu durant la longue guerre apparaissent dans cette nouvelle théâtralité politique du “ marché ” communiste comme des personnages absurdes : pauvres et accusés de l'être, incapables de fournir des emplois à leurs enfants frustrés, ils assistent muets au reniement de l'idéologie qui a permis leur propre promotion, désormais lettre morte pour leurs descendants.

Conclusion

Reprenons brièvement les points de comparaison les plus saillants entre les deux configurations examinées, qui entrelacent dépendance économique, subordination politique, symbolisation du modèle étranger, marché du travail et statut de la parenté. Dans le cas de la Côte-d'Ivoire, la dépendance économique, doublée d'une allégeance politique à l'ancien pouvoir colonial, diffuse dans la société un modèle étranger partagé, impliquant l'infériorisation de l'autochtonie – qui inclut la parenté. Il en résulte une situation où l'identité est une façade fissurée et où marché et démocratie restent subordonnés à une puissance étatique largement désidéologisée et précarisée mais concentrant toujours potentiellement dans ses réseaux la richesse. Au Vietnam, l'ouverture au marché mondial, après une période de pénurie extrême, est instaurée par l'Etat communiste dans une fin de conservation mais elle fragilise considérablement et son pouvoir politique et les fondements imaginaires d'une identité obsessionnellement défendue dans l'histoire par la

¹⁸ Voir Selim (2000c).

valorisation de la parenté et de l'origine et par la négation des dominances allochtones. Le modèle étranger, adopté par l'élite dans un contexte de polarisation politico-économique, a pour effet d'isoler dangereusement les classes inférieures pour lesquelles le marché symbolique, comme liberté, ne débouche pas sur l'accès au marché des biens et au marché du travail.

Cette comparaison avait pour objectif principal de mettre en scène les processus essentiels de symbolisation qui – entre les figures de l'identité et de l'altérité, de l'origine et de l'étranger – s'inscrivent dans les modes de production économique du politique, et politique de l'économie, retraçant l'imaginaire de rapports internationaux incontournables.

Appréhendée sous l'angle des rapports sociaux engendrés par le développement généralisé du/des marchés dans leurs rapports constitutifs avec l'Etat et les logiques de sa légitimité, la confrontation de la Côte-d'Ivoire et du Vietnam invite à mettre l'accent sur l'autochtonisation du pouvoir face à l'extériorisation des contraintes économiques – soit sa position entre les pôles imaginaires de la dépendance et de l'indépendance de plus en plus brouillés par l'interdépendance de la mondialisation capitaliste – qui resurgit comme une cristallisation centrale de la légitimation de toute domination – dont celle de l'Etat est paradigmatique – quelles que soient les conjonctures de crise économique ou d'apparente croissance.

Deux options visionnaires sur la nature du marché peuvent, face à de telles données, être confrontées. Le marché serait-il en lui-même, comme “ contenant ”, potentiellement producteur de légitimations intrinsèques des rapports qu'il crée ? Devrait-il alors être considéré comme un signifiant, un signifié ou un pourvoyeur de significations ? Ou bien s'agirait-il d'annuler ces distinctions ? Cette orientation semblerait désigner une rupture dans l'histoire des systèmes de pensée en conférant à l'économique, à travers l'éponyme de marché, le pouvoir insigne de l'endo et de l'exo-justification, soit une sorte de clôture herméneutique. Ou bien, dans une perspective anthropologique plus totalisante, n'est-il qu'un cadre, une matrice dont le sens infiniment variable s'élabore progressivement dans l'imaginaire, à partir des rapports sociaux sédimentant des logiques historiques plurielles et successives au sein desquelles la domination et l'autorité occupent une place symbolique essentielle ?

Du choix de l'une de ces options – dont le couple renvoie fondamentalement aux conceptions que l'on se forge des liens, ou de leur absence, entre le politique et l'économique – dépendent en grande partie les images projetées sur les actualisations différentielles de la globalisation capitaliste. Plus concrètement, pour illustrer ce dilemme, les vieux “ militants de l'absurde ” évoqués précédemment au Vietnam seraient dans un cas de purs fantômes schizoïdes destinés à être rapidement évacués pour faire place nette, dans l'autre les témoins en déréliction des derniers kaléidoscopes de scénarios d'avenirs indécidables.

A un autre niveau, le caractère abstrait et exogène des indicateurs économiques face à l'interprétation de la nature des rapports sociaux en jeu s'impose en regard du point aveugle que constituent les limites de l'acceptabilité de leurs situations concrètes par les acteurs, ces limites étant issues d'effondrement aussi sourds que brutaux des processus conjoints de légitimation politique et économique du pouvoir dans le cadre de la globalisation.

Par sa polysémie, sa polymorphie et sa polyvalence, le marché présente la faculté d'induire des formes de rapports sociaux échappant aux définitions actuelles d'un capitalisme idéalisé et quasi aseptisé. Ce constat porte à éviter les métaphores progressistes ou régressives – aussi fortes en soient les tentations ethico-intellectuelles et les séductions politiques – pour s'efforcer de déchiffrer dans leur singularité des paysages sociétaux qui sont profondément inédits en ce qu'ils puisent dans le passé et dans le présent les instruments hypothétiques d'une légitimation toujours ponctuelle.

Il faut pourtant constater, à l'encontre de ces modes d'élucidation du réel, que la naturalisation du/des marché(s) prend des voies aujourd'hui aussi obscures que les

engouements apparemment inverses pour les anciennes théories – renouvelées – de la “ servitude volontaire ” et de “ l’amour du maître ” d’un côté, de l’autre du “ désir de révolution ” supposé alimenter les oppositions actuelles. Dans les deux cas, il s’agit de se positionner par rapport à une domination dont la centralité est devenue telle que le sens est recherché dans des morceaux épars de philosophie sur la nature du sujet et non plus dans l’analyse des contradictions internes aux situations objectives et à leur subjectivation. Un tel grand écart entre le sujet réquisitionné dans sa prétendue universalité et la société en voie d’absentéisme, épouse l’hégématisation en cours d’accomplissement de l’économie et de sa concrétisation présente qu’est le marché. Il en va de même pour une mouvance anthropologique qui revivifie l’interprétation culturelle à travers de nouvelles formulations axées sur la circulation. L’égalisation des items dans cette circulation (symboles et images, individus, biens matériels et financiers) équivaut à masquer l’importance des rapports économiques globaux, de leur dimension politique pourtant de plus en plus manifeste, et les enjeux de maîtrise du monde au sens propre du terme.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BAUDRILLARD J., 1970. *La société de consommation*. Paris, Gallimard.
- BAZIN L., 1998. *Entreprise, politique, parenté. Une perspective anthropologique sur la Côte-d’Ivoire dans le monde actuel*. Paris, L’Harmattan.
- BAZIN L., 2000. “ Parents et étrangers et Côte-d’Ivoire. Fiction du pouvoir et aliénation ”, *PTAH (Psychanalyse, traversées, anthropologie, histoire)*, 11-12 : 203-209.
- BAZIN L., SELIM M., 2001. *Motifs économiques en anthropologie*. Paris, L’Harmattan.
- CHAUVEAU J.-P., DOZON J.-P., 1985. “ Colonisation, économie de plantation et société civile en Côte-d’Ivoire ”, *Cahiers ORSTOM, série sciences humaines*, XXI (1) : 63-80.
- CHAUVEAU J.-P., DOZON J.-P., 1987. “ Au cœur des ethnies ivoiriennes... l’Etat ” in TERRAY E. (dir.), *L’Etat contemporain en Afrique*. Paris, L’Harmattan : 221-296.
- DOZON J.-P., 1997 : “ L’étranger et l’allochtone en Côte-d’Ivoire ” in CONTAMIN, MEMEL-FOTE (dir.), *Le modèle ivoirien en questions. Crises, ajustements, recompositions*. Paris, Karthala-ORSTOM : 779-798.
- GADREY J., 1996. *Services. La productivité en question*. Paris, Desclée de Brouwer.
- HOLZMAN M., 1998. *Lin Xiling l’indomptable*. Paris, Bayard.
- HOURS B., SELIM M., 1997. *Essai d’anthropologie politique sur le Laos contemporain*. Paris, L’Harmattan.
- JIANG Y., ASHLEY D., 2000. *Mao’s Children in the New China. Voices from the Red Guard Generation*. London, Routledge.
- LOURAU R., 1972. *L’Etat-inconscient*. Paris, Minuit.
- PERRY E. J., SELDEN M. (eds), 2000. *Chinese Society. Change, Conflict and Resistance*. London, Routledge.
- SAPIR J., 2000. *Les trous noirs de la science économique*. Paris, Albin Michel.
- SELIM M., 2000a. “ Les brèches symboliques de la maladie dans le socialisme de marché ” in HOURS B. (dir.), *Systèmes et politiques de santé*. Paris, Karthala : 287-300.
- SELIM M., 2000b. “ La petite héroïne ”, *Chimères*, 39 : 127-140.
- SELIM M., 2000c. “ L’imprécatrice ”, *PTAH (Psychanalyse, traversées, anthropologie, histoire)*, 11-12 : 191-201.
- SELIM M., 2001. “ Ebouissements du marché ”, *Histoire et anthropologie*, 22 : 67-76.
- VIDAL C., 1990. “ Abidjan : quand les “petits” deviennent des pauvres ”, *Politique africaine*, 39 : 166-170.